

Perspectives

N°24/144 – 30 mai 2024

IRAK – Une économie en dents-de-scie

Le pays fait peu parler de lui sauf quand il est acteur ou témoin des divers enjeux géopolitiques dans le golfe Persique ou lorsque des problématiques sécuritaires le propulsent souvent au premier rang de l'actualité. Toutefois, son évolution économique depuis quelques années mérite attention.

Tout d'abord, grâce à la production pétrolière qui est la manne financière quasi exclusive du pays. Effectivement, la stabilisation politique et la fin de la guerre civile ont permis un environnement plus favorable pour sécuriser les activités de production. Depuis cinq ans, celle-ci est assez stable autour de 4,4 millions de barils/jour, une bonne performance qui positionne le pays en deuxième place des producteurs du Moyen-Orient derrière l'Arabie. L'Irak est le troisième exportateur mondial de pétrole brut après l'Arabie et la Russie. Après l'effondrement des prix lors de la crise sanitaire de Covid-19, les prix du pétrole évoluent, depuis 2021, dans une fourchette relativement haute entre 60 et 120 USD le baril. Bagdad a donc bénéficié pleinement du redressement de la conjoncture pétrolière, et surtout au cours de l'année 2022.

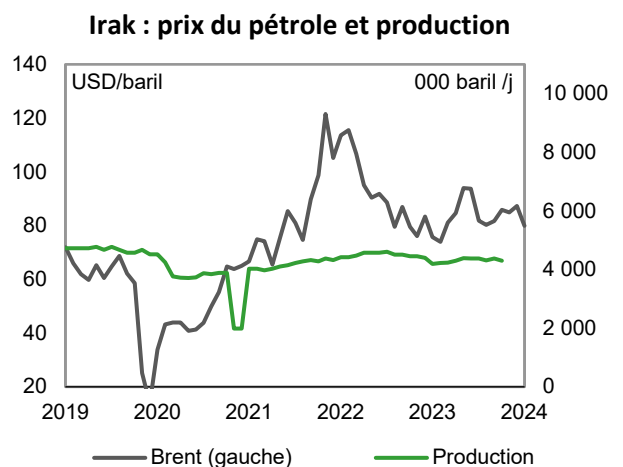
Toutefois, la baisse de la production en 2023 en raison des plafonds décidés par les accords OPEP+ et un prix en baisse (85 USD/bbl contre 100 en 2022) ont entraîné le pays en récession l'année passée : la contraction du PIB devrait s'établir à 0,7% environ. Pour 2024, un redressement de la croissance à 2% est probable malgré le plafonnement de la production à 4,3 mbbl/j au premier semestre, en raison de la hausse du PIB non pétrolier.

Le pays est totalement rentier et la manne pétrolière représente 60% du PIB et 90% des recettes budgétaires. Toute modification de prix ou de volumes produits a des impacts immédiats sur la croissance du PIB. La diversification de l'économie est donc inexistante.

Les budgets sont très expansionnistes car la fonction publique est totalement hypertrophiée : les salaires des fonctionnaires consomment 25% du PIB et ils représentent 38% de l'emploi total. Les déficits sont aussi en grande partie issus des nombreuses sources de corruption locales. En 2023, le déficit s'est établi à 1,3% du PIB mais la dette publique est restée contenue à 44% du PIB. En 2024, un budget assez expansionniste pourrait aboutir à un déficit supérieur à 5% du PIB à ce stade.

L'inflation est relativement maîtrisée grâce au peg du dinar au dollar. Après 4,5% en 2023, elle devrait baisser à moins de 4% en 2024.

Du côté de la balance des paiements, les très forts excédents courants accumulés depuis 2021 ont fortement dopé les réserves en devises qui se sont établies à 103 Mds USD fin 2023, représentant presque deux années d'importations, un montant très correct pour un pays pétrolier.



Sources : ICIS Pricing, EIA, Crédit Agricole SA

La politique monétaire de la Banque centrale est de maintenir un peg du dinar au dollar compte tenu de l'activité économique de pays pétrolier mais elle est pragmatique en fonction des circonstances. Ainsi, en 2021, la Banque centrale a dévalué le dinar de 22% par rapport au dollar pour rééquilibrer le solde courant déficitaire. Par la suite, elle l'a réévalué en 2023 pour lutter contre l'inflation importée. Actuellement la parité de change, fixe à 1 310 par USD, ne semble pas menacée compte tenu des excédents courants (11% du PIB en 2023).

À la suite des nombreuses guerres, les besoins de reconstruction restent toujours élevés mais la subsistance de milices armées est un frein à la création de plans nationaux. L'environnement des affaires est par ailleurs complexe et ceci dissuade parfois un certain nombre d'investisseurs étrangers de répondre à des appels d'offres pour obtenir des licences de production pétrolière ou gazière comme constaté récemment. Ce mois-ci, sur 29 licences d'exploitation proposées, 13 ont été attribuées à des sociétés chinoises, les majors occidentales n'ayant pas remis d'offre.

✓ Notre opinion – *Le poids des conflits passés, des perturbations géopolitiques et financières et la très forte progression démographique font de l'Irak l'un des très rares pays au monde qui a vu sa richesse par habitant stagner depuis 25 ans. Avec seulement 10 800 USD en parité de pouvoir d'achat, elle a même régressé de 30% au cours des dix dernières années. Elle est à peine plus élevée que celle du Maroc et se situe à un niveau très bas pour un pays producteur de pétrole. La population de l'Irak a été multipliée par six depuis 1962, progressant de 7,5 à 45 millions d'habitants.*

Article publié le 24 mai 2024 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
28/05/2024	France – Le moral des entreprises a-t-il le vent en poupe ?	France
27/05/2024	Replay de la Webconférence – Avenir de l'Europe / Elections européennes : continuité ou rupture ?	Europe, Elections
24/05/2024	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
23/05/2024	Royaume-Uni – L'assouplissement du marché du travail se poursuit, et c'est une bonne nouvelle pour la BoE	Royaume-Uni
23/05/2024	La polarisation, la fièvre de la société américaine	États-Unis
22/05/2024	Allemagne – L'industrie en positif au premier trimestre	Allemagne
21/05/2024	France – Un marché du travail étonnamment robuste, enfin une hausse des salaires en termes réels	France
16/05/2024	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
16/05/2024	Mais que vient faire l'Azerbaïdjan dans le Pacifique Sud ?	PECO, Asie centrale
14/05/2024	Allemagne – Le gouvernement fédéral face aux défis de l'économie	Allemagne
13/05/2024	Le dollar est toujours le problème des pays d'Asie	Asie
07/05/2024	Zone euro – Les premières estimations de la croissance du PIB au T1 2024 confirment notre scénario de reprise par la consommation	Zone euro
07/05/2024	France – L'inflation cumulée depuis début 2020 reste inférieure de 3,5 points à celle de la zone euro	France
03/05/2024	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
02/05/2024	En Afrique sub-saharienne, les questions migratoires et climatiques sont à la croisée des chemins	Afrique sub-saharienne
30/04/2024	France – Conjoncture – Flash PIB : légère accélération du PIB au T1 2024, à +0,2%, comme prévu	France

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Elisabeth Serreau – **Statistiques** : DataLab ECO

Secrétariat de rédaction : Christine Chabenet

Contact : publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Études ECO** disponible sur App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.